

riques identiques, ce qui revient de fait, à poser sous un jour vraiment nouveau la nature de classe de l'Etat soviétique; soit que la bureaucratie soviétique disparaisse, ce qui évidemment donne une autre dimension au problème et supposerait la question résolue. A moins qu'on ne ressuscite une « bourgeoisie nationale » opposée à l'impérialisme et dont le P.C. deviendrait l'expression politique.

B — La ligne stratégique stalinienne.

Nous avons dit que le support de toute la stratégie stalinienne est représenté par deux piliers, **absolument caractéristiques**, qui permettent de maintenir la cohésion du système d'organisation et de maintenir dans le cadre fixé les différentes formes de luttes : la ligne frontiste et la référence à l'U.R.S.S. La ligne frontiste — dans son élaboration quasi définitive — a été fixée une fois pour toutes en 1934-35. Cette ligne réapparaît chaque fois qu'une perspective politique en termes de pouvoir, est avancée par la direction du P.C.F. Si nous admettons que les staliniens — en tant que bureaucrates conscients de leurs intérêts — ont renoncé à toute perspective de prise de pouvoir révolutionnaire il faut bien reconnaître que cette ligne est la seule praticable pour eux. (4)

C'est pour cela qu'ils n'en proposent jamais d'autre.

Pour que le front soit possible, il est nécessaire de détecter au préalable un ennemi commun à combattre, et de le présenter comme l'obstacle majeur qui barre toute perspective ultérieure, notamment la possibilité de passer au socialisme : successivement, on a préconisé l'union contre le fascisme, les 200 familles, l'occupant, les trusts, l'impérialisme américain, le pouvoir « personnel », les monopoles. Par conséquent on ne mettra jamais en avant non seulement l'éventualité d'une révolution socialiste, mais encore les problèmes de la prise du pouvoir : il faut d'abord assurer l'union la plus large — et donc faire des concessions — contre l'ennemi commun à toutes les couches populaires, et responsable de tous les maux.

La première étape ainsi fixée, toute la propagande et toutes les organisations du parti sont mobilisées pour gagner l'ensemble des travailleurs et les couches les plus larges pour la réalisation de l'objectif.

Cette étape — présentée comme démocratique — présente la caractéristique de réunir les conditions préalables pour envisager le passage au socialisme. Cette ligne a souvent changé de visage, mais reste fondamentalement la même : elle prit le nom de front populaire, puis de front français, puis de front national, puis de front républicain, enfin d'union de la gauche avec ses variantes démocratie véritable, démocratie renouée et maintenant démocratie avancée.

Le but réel poursuivi n'est évidemment pas l'accession directe au pouvoir (aucun bureaucrate même complètement débile ne croit à la possibilité des 51 %), mais d'obliger une fraction de la bourgeoisie à faire une politique favorable à la diplomatie soviétique dans un premier temps, puis de la contraindre à une série de concessions envers les travailleurs, dont le parti pourra se prévaloir pour les organiser encore plus fermement, (cf. : la mystique dans la classe ouvrière des conquêtes de 1936-45 [5]), pour gagner à travers les organisations de masse créées à cet effet d'autres couches populaires, afin d'instaurer dans le pays un rapport de force permettant, si la conjoncture internationale est favorable de faire basculer la nation tout entière dans le camp bureaucratique.

Il ne resterait plus qu'à construire un type de société sur le modèle de l'U.R.S.S. où les bureaucrates monopoliseraient la totalité du pouvoir. Ce serait l'état hiérarchisé du peuple tout entier tel qu'il existe à l'est de l'Oder-Neisse. Au cours du processus, au fur et à mesure que la lutte des classes se transforme en lutte de masses puis en lutte nationale, le parti de la classe ouvrière devient le parti du peuple tout entier puis le parti de la nation tout entière.

Dans ce cadre stratégique, la référence à l'U.R.S.S. est primordiale : d'abord la défense de la patrie du socialisme sert de programme maximum, alors qu'à l'échelle nationale, on fixe un programme strictement minimum afin de réaliser l'union la plus large. Dans un deuxième temps, l'union soviétique sert de modèle, préfigure un type de société exaltante et par conséquent, représente le but final à atteindre pour tout communiste.

Du point de vue des intérêts de la bureaucratie, cette stratégie est judicieuse. En premier lieu, elle est applicable dans le cadre du système. En second lieu, elle permet de maintenir en perma-

nence un lien entre les luttes quotidiennes et une perspective politique générale, entre les syndicats et le parti. En troisième lieu elle répond en terme de pouvoir aux interrogations des travailleurs, et si celui-ci n'est pas atteint, il est toujours possible d'en rendre responsables les alliés qui ont « trahi ». Enfin, elle permet au parti de pratiquer un jeu strictement légaliste qui assure aux bureaucrates le statut auxquels ils aspirent.

Cependant, on ne peut considérer cette stratégie comme une alliance de classes classique. Il ne s'agit pas de parvenir au pouvoir (même si cela est conjoncturellement possible) avec les représentants de diverses couches bourgeoises ou petites bourgeoises, et de le partager avec eux, dans le cadre des intérêts communs bien compris. Il s'agit plus simplement d'une alliance tactique d'appareils sur une base électorale le plus souvent. Celui qui tend à devenir le véritable représentant des couches populaires ou petites bourgeoises opprimées, c'est le parti de la classe ouvrière lui-même, qui prend leur défense et leur assure une large place dans son programme. Depuis le front populaire le parti s'efforce d'organiser directement ces couches-là, et de les amener à voter pour lui.

Si le P.C. avait en vue une véritable alliance de classes, il aurait dû alors conclure un pacte d'action avec Poujade en 1956 ou Nicoud en 1969, sur la base d'un programme commun. Là réside une différence essentielle avec une pratique politique de type social démocrate : pour les staliniens, l'alliance ne consiste pas à accrocher l'organisation ouvrière au char de la bourgeoisie et par suite à en perdre le contrôle mais au contraire à définir un cadre où l'organisation ouvrière ouvre ses appendices aux couches exploitées, sur la base des « intérêts communs ».

L'organisation de toutes les couches populaires n'est possible que si le P.C.F. reste hégémonique sur la classe ouvrière. Même si tous ses efforts tendent à élargir sa base de masse et son audience dans la périphérie, le P.C. ne peut en aucun cas sacrifier sa base ouvrière : sinon, l'édifice stratégique s'effondrerait. C'est la raison pour laquelle, pour le P.C.F. il ne peut y avoir de glissement linéaire comme certains se l'imaginent mécaniquement, en un parti qualifié de petit-bourgeois ou encore ouvrier bourgeois (dans la mesure où on arriverait à donner un contenu à ces qualificatifs). Au moins deux conditions seraient nécessaires, l'élaboration d'une autre stratégie et la transformation des formes d'organisations.

La pratique frontiste telle que nous venons de la résumer brièvement impose que plusieurs conditions soient réunies, notamment l'existence d'un système parlementaire permettant une « large représentation populaire », des « alliés » jouissant d'une audience électorale non négligeable, enfin que la politique soviétique tant intérieure qu'extérieure puisse être suffisamment attractive pour servir de modèle. L'impasse actuelle du P.C.F. est provoquée par la suppression simultanée de ces trois conditions. C'est la première fois, depuis qu'il applique une stratégie stalinienne que le parti se trouve dans cette situation apparemment sans issue : des deux piliers, qui assurent la cohérence de sa politique, la ligne frontiste et la référence à l'U.R.S.S., aucun ne tient debout aujourd'hui. Dans le passé, dans les périodes difficiles, le parti marchait encore sur une jambe (en 39 - 41 ou 47 - 54, isolé et incapable de présenter une alternative en terme de pouvoir, il restait au moins la défense de l'U.R.S.S. la confiance aveugle en la victoire du socialisme là-bas, la glorification outrancière de la grande base rouge). Aujourd'hui, le parti est cul de jatte : en 1958, la suppression du régime parlementaire enterre le front républicain. L'espoir de la rénovation de la démocratie lui permet de reconquérir l'audience perdue et de vivre sur l'illusion de l'union de la gauche. Mais après MAI 1968, l'effondrement électoral de ses alliés laisse le P.C. orphelin sans stratégie de rechange. Quant à la référence à l'U.R.S.S., l'invasion de la Tchécoslovaquie et la « restalinisation », loin de lui servir de bouée de sauvetage, peut au contraire contribuer à le couler.

C'est la pratique frontiste qui a imposé la réactualisation dans le mouvement ouvrier français, des vieilles traditions caractéristiques de l'opportunisme politique : le national chauvinisme, le crétinisme parlementaire, et tous les préjugés petits bourgeois qui sont le lot commun de toute organisation qui rompt avec une pratique marxiste révolutionnaire. Cette révision ne date pas d'hier. Beaucoup ont eu la surprise de la découvrir en Mai 1968. En réalité depuis presque 40 ans et à un niveau probablement jamais atteint avant et après 45 - 47, le P.C. a alimenté sa propagande, avec les thèmes bien connus de défense de l'intérêt national, de la main tendue à tous les gens de bonne volonté, de défense de la